



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX













**Aménagement du site embranché de Saint Romain
en Gal**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 24 mai 2024 à 12:00

Vienne Condrieu Agglomération
Espace Saint Germain BAT Antares
30 Avenue du Général Leclerc
38200 VIENNE
Tél : 04.74.78.78.86

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Aménagement du site embranché de Saint Romain en Gal
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	15
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Défini par lot
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 – Conditions particulières d’exécution	6
1.7 - Réalisation de prestations similaires.....	6
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres	6
2.2 - Forme juridique du groupement	6
2.3 - Variantes.....	7
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	7
2.5 - Développement durable.....	7
3 - Les intervenants.....	7
3.1 - Maîtrise d'œuvre	7
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	7
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	7
3.4 - Contrôle technique.....	8
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4 - Conditions relatives au contrat	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	8
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	8
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Contenu du dossier de consultation	8
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire.....	9
6.2 - Visites sur site.....	11
6.3 - Usage de matériaux de type nouveau	12
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
7.1 - Transmission électronique.....	12
7.2 - Transmission sous support papier.....	13
8 - Examen des candidatures et des offres	13
8.1 - Sélection des candidatures.....	13
8.2 - Attribution des marchés.....	14
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	15
9 - Renseignements complémentaires.....	15
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	15
9.2 - Procédures de recours.....	15
10 - Clauses complémentaires	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : Aménagement du site embranché de Saint Romain en Gal

Lieu(x) d'exécution : 111 rue de Vaunoy 69 560 Saint Romain en Gal

Le projet se situe à proximité directe des voies SNCF - Des contraintes liées au dossier SNCF devront être intégrées à l'ensemble des offres des entreprises. (Dossier joint à la consultation) - Le site restera actif pendant ensemble de la durée des travaux. - Un phasage précis du chantier est réalisé, celui ci devra être pris en compte par l'ensemble des entreprises titulaire des lots du projet. Ce phasage implique des réceptions partielles, et des mises à dispositions anticipées des locaux

Le site continue son exploitation pendant les travaux. Les trains arrivent entre 6h et 8h le matin et repartent entre 17h et 19h en fin de journée. Pendant les manœuvres des trains, aucune entreprise ne peut travailler.

L'ensemble des entreprises intervenants sur le projet devront intégrer le phasage présenté ci dessous pour la réalisation de leur offre :

- Phase 0 : Désamiantage des locaux du personnel
- Phase 1 : Démolition des locaux du personnel
- Phase 2 : Création Bâtiment A partie 1 & Création des locaux du personnel Bâtiment E
- Phase 3 : Démolition couverture & Charpente - Dépose du chapiteau vert
- Phase 4 : Création Bâtiment A partie 2
- Phase 5 : Dépose du chapiteau Tivoli
- Phase 6 : Aménagement des extérieurs

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 15 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement - VRD
02	Désamiantage
03	Démolition
04	Fondations spéciales
05	Gros oeuvre
06	Charpente métallique

07	Charpente bois
08	Couverture bardage
09	Façades
10	Menuiseries extérieures - serrurerie
11	Platrerie peinture menuiserie bois
12	Carrelage Faïence
13	Courant fort courant faible
14	Plomberie- CVC - RIA
15	Flocage

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Le marché est en lots et en phases.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45210000-2	Travaux de construction de bâtiments
45112500-0	Travaux de terrassement
45110000-1	Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement
45262210-6	Travaux de fondation

Lot(s)	Code principal	Description
01	45112500-0	Travaux de terrassement
02	45262660-5	Travaux de désamiantage
03	45110000-1	Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement
04	45262210-6	Travaux de fondation
05	45223220-4	Travaux de gros œuvre
06	45223210-1	Ossatures métalliques
07	45261100-5	Travaux de charpente
08	44112410-5	Charpentes de toit
09	45443000-4	Travaux de façade
10	45421000-4	Travaux de menuiserie

11	45410000-4	Travaux de plâtrerie
11	45442100-8	Travaux de peinture
12	45431000-7	Carrelages
13	45311200-2	Travaux d'installations électriques
14	45332000-3	Travaux de plomberie et de pose de conduits d'évacuation
15	45343000-3	Travaux d'installation de dispositifs de prévention contre les incendies

1.6 – Conditions particulières d'exécution

Clause d'insertion professionnelle concernant les lots n°1, 5, 6, 8, 10, 11 et 13 :

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement pour les lots concernés.

Le maître de l'ouvrage a décidé de mettre en place une démarche visant à promouvoir l'emploi.

L'entreprise titulaire du marché devra en conséquence respecter la condition qui l'engage à réserver un volume horaire de travail en faveur d'une ou plusieurs personne(s) issue(s) des publics prioritaires.

Pour les lots concernés, les volumes horaires de travail sont :

- Lot n°1 terrassement – vrd : 151 heures d'insertion
- Lot n°5 gros œuvre : : 250 heures d'insertion
- Lot n°6 charpente métallique: 142 heures d'insertion
- Lot n°8 couverture bardage 100 heures d'insertion
- Lot n°10 menuiserie extérieures - serrurerie: 140 heures d'insertion
- Lot n°11 plâtrerie - peinture: 120 heures d'insertion
- Lot n°13 courant fort courant faible: 50 heures d'insertion

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description	
01	PSE1	Prestation supplémentaire éventuelle 1	déplacement - remise en place de la cuve de cuve de distribution fuel	

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement :

SAMBA Architecture (mandataire)/GBA&Co/GBA Energies/BOST INGENIERIE/BE Urban
8 rue Dominique Perfetti
69001 Lyon

La mission de maîtrise d'œuvre est DIA, ESQ, APS, APD, PRO, ACT, DET, AOR, EXE1+VISA, et les études règlementaires.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination SSI est assurée par le bureau d'étude GBA énergies. .

3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique est assuré par :

BTP CONSULTANTS
Agence Lyon
Immeuble Le Vernal –
62, chemin de la Bruyère
69570 DARDILLY

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

BTP CONSULTANTS
Agence Lyon
Immeuble Le Vernal –
62, chemin de la Bruyère
69570 DARDILLY

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : ressources propres, subventions de la région AURA, du département du Rhône et de l'état.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation
- L'acte d'engagement (AE) par lot et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution

- Le carnet de phasage
- Le cahier des clauses techniques communes (CCTC)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) par lot et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par lot
- Les cadres de mémoires techniques lots 1 à 15 sauf lot 5
- Le cadre de mémoire technique lot 5
- Les plans, pièces graphiques
- Le PGC SPS
- L'étude géotechnique
- Le dossier SNCF
- Diagnostics amiante et plomb
- RICT
- SSI
- Déclaration du candidat (DC1)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Pour le lot 1 : - FNTF 2322 : terrassements courants - FNTF 331 ou 341 : assises de chaussées - FNTF 3421 : enrobés - FNTF 346 : bordures - FNTF 3642 : réfection de tranchée - FNTF 5113 : réseau d'eau potable - FNTF 5154 : réseau d'assainissement - FNTF 681 : fourreaux réseaux secs - Qualipaysage : aménagements paysagés confirmés	Non
Pour le lot n° 2 : Qualibat 1552 : traitement de l'amiante	Non
Pour le lot n° 3 : qualification 1112 : démolition - déconstruction (technicité confirmée)	Non
Pour le lot n° 4 : qualification 1231 : micropieux	Non
Pour le lot n° 5 : qualification 2112 : maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité confirmée)	Non
Pour le lot n° 6 : qualification 2412 : constructions et structures métalliques (technicité confirmée)	Non
Pour le lot n° 7 : qualification 2342 : fabrication et pose de charpentes en bois lamellé-collé (technicité confirmée)	Non
Pour le lot n° 8 : qualification 3181 : couverture en plaques nervurées ou ondulées (technicité confirmée)	Non
Pour le lot n° 9 : qualification 6112 : peinture et ravalement (technicité confirmée)	
Pour le lot n° 10 : qualification 4412 : métallerie (technicité confirmée)	Non
Pour le lot n° 11 : qualification 4131 : plaques de plâtre qualification 4312 : fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois	Non
Pour le lot n° 12 : qualification 6311 : carrelages - revêtements (technicité courante)	Non
Pour le lot n° 13 : qualifications qualifelec : CFMGTI2 - CF2 - MGTI	Non
Pour le lot n° 14 : qualification 5111 : installation de plomberie sanitaire en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m2 (technicité courante)	Non

Pour le lot n° 15 : sur références	Non
------------------------------------	-----

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) par lot et ses annexes	Non
Annexe insertion professionnelle pour les lots n°1, 5, 6, 8, 10, 11 et 13	
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par lot	Non
Le cadre de mémoire technique par lot	Non
L'attestation de visite	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat (lots 12 et 13)	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Pour visiter chaque entreprise devra au préalable prendre rendez-vous auprès du maître d'ouvrage en envoyant un mail à fredericlegrand@vienne-condrieu-agglomeration.fr et en précisant le créneau de visite qu'elle souhaite retenir parmi les suivants :

- Le mardi 23 avril entre 14h et 15h30
- Le lundi 29 avril entre 15h et 16h30
- Le mercredi 15 mai entre 14h et 15h30
- Le mardi 21 mai entre 14h et 15h30

Le rendez-vous aura lieu sur le site du futur chantier.

6.3 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :

..... pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

VIENNE CONDRIEU AGGLOMERATION
Service commande publique

30, avenue Général Leclerc
Espace Saint Germain - BAT Antares
38200 VIENNE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à

tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Valeur technique jugée sur le cadre de mémoire technique	60 points
2-Prix des prestations	40 points

Sous-critère de la valeur technique (pourcentage total sur 100 qui sera ramené sur 60 points) :

Sous-critères de la valeur technique	Pondération
1.1- Méthodologie d'intervention notamment vis-à-vis du site occupé et des contraintes SNCF	40%
1.2- Moyens humains et matériels proposés (également en lien avec les contraintes SNCF)	40%
1.3- Dispositions relatives Gestions des déchets et propreté du chantier	20%

Le prix sera analysé en fonction de la formule suivante :

$$C \times (P_{\text{mini}}/P_o)$$

C étant le pourcentage affecté au critère prix

P_o étant le prix de l'offre analysée

P_{mini} étant le prix de l'offre la plus basse (hors offre confirmée anormalement basse) ou le prix de l'estimation de l'administration, si une seule offre est remise.

La valeur technique sera jugée au travers des informations et des documents annexes que le candidat aura renseignés dans le cadre de mémoire technique fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

La présente consultation pourra faire l'objet d'une négociation avec un ou plusieurs candidats. Cette négociation, si elle a lieu, pourra se faire par entretien, audition ou message électronique. Elle pourra se dérouler en une ou plusieurs phases.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Grenoble

2 Place de Verdun

38022 GRENOBLE

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

10 - Clauses complémentaires

Le dossier de consultation des entreprises sur support papier, sera remis gratuitement à chaque candidat. Il est également disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les documents de la consultation publiés par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice sur son profil d'acheteur doivent être d'accès libre, direct et complet. Ainsi, les opérateurs économiques peuvent indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

De ce fait, le candidat ne s'étant pas identifié ne pourra donc contester la non communication des pièces complémentaires.